

Interviews et déclarations sur la Conférence de Lausanne

[Christian Rakovsky](#)

M. Rakowski expose le programme de la Russie à la conférence

Source : «La France», 27 novembre 1922, p. 1 et «Le Siècle», 28 novembre 1922, p. 2.

Dans le train où je monte entre Berne et Lausanne, Rakowski, le délégué russe à la conférence de Lausanne, est paisiblement installé avec sa femme et sa secrétaire. Depuis la conférence de Gênes, je n'avais pas vu le célèbre président du conseil des soviets de l'Ukraine. Il n'a pas changé. C'est toujours, dans ce profil de lord anglais, les mêmes yeux vifs, le même regard pénétrant et par instant très dur. C'est aussi toujours, je dois le dire, la même courtoisie, la même faculté — si rare chez les bolcheviks — d'écouter et de comprendre des opinions diamétralement opposées à la sienne.

M. Rakowski ne sait de la conférence de Lausanne¹ que ce qu'il a lu dans les journaux allemands ces derniers jours, c'est-à-dire peu de chose. Je lui apprends qu'elle progresse lentement, sans le moindre esclandre, et que les Turcs se font apprécier par leur bon sens et leur modération.

Puis je l'interroge à mon tour et je lui pose la question qui me vient naturellement à l'esprit en face d'un commissaire du peuple arrivant en droite ligne de Moscou :

— Avec quel programme venez-vous ici ?

— [M. Tchitcherine](#), me dit M. Rakowski, doit arriver d'ici deux jours, mais j'ai déjà de pleins pouvoirs que je vais déposer dès demain matin au secrétariat général de la conférence.

Notre programme a été étudié soigneusement. Il est arrêté. Nous venons pour prendre part à toutes les discussions de la conférence de Lausanne. Du reste, il nous semble que l'invitation qui nous avait été adressée au nom des puissances par M. Poincaré et qui n'est pas suivie jusqu'ici d'une autre invitation fixant la date, ne limite pas strictement notre collaboration à la discussion du problème des Détroits.

Dans la note qu'il nous a fait parvenir, [M. Poincaré](#) mentionne non seulement le problème des Détroits, mais aussi « *les questions intéressant la Russie* ». Il n'entre dans l'esprit de personne, je suppose, que les

1. La « *Conférence internationale sur les problèmes du Proche-Orient* » fut organisée par l'Angleterre, la France et l'Italie et s'est tenue à Lausanne du 20 novembre 1922 au 24 juillet 1923, avec une longue interruption après janvier 1923. Les puissances impérialistes essayèrent d'abord d'écarter complètement la Russie soviétique mais, face aux protestations diplomatiques, décidèrent finalement qu'elle ne serait admise que pour la discussion sur la question des Détroits (Bosphore, Dardanelles) de la mer Noire. La délégation soviétique, présidée par Tchitchérine, comprenait des représentants des Républiques soviétiques de Russie, d'Ukraine (représentée par Rakovsky) et de Géorgie. Outre la signature d'un traité de paix entre la Turquie et les puissances de l'Entente, la Conférence de Lausanne déboucha sur une Convention sur le régime des Détroits, autorisant le libre passage des navires de guerre et marchands portant n'importe quel pavillon, ce à quoi la délégation soviétique s'était opposée car mettant en péril la sécurité des pays riverains, à commencer par la Turquie et la Russie. Les Républiques soviétiques finirent par signer la Convention mais ne l'ont jamais ratifiée. (*Note MIA*)

frontières de la Turquie d'Asie, que le régime économique et financier de la Turquie ou que la restriction de ses forces militaires soient sans intérêt pour les républiques soviétiques qui sont ses voisines. Nous demanderons donc à prendre part aussitôt à toutes les délibérations.

La Russie soutiendra fermement la Turquie. En ce qui concerne notamment les Détroits, les vues de la Russie soviétique concordent exactement avec celles de la Turquie et les deux pays marcheront la main dans la main.

— Sur le régime des Détroits, où tout, le monde reconnaît votre coopération comme nécessaire, avez-vous des vues précises ?

— Nous avons, me déclare M. Rakowski, des intérêts très clairs. Ils ne datent pas d'aujourd'hui. Nous voulons que les navires de commerce circulent librement entre la mer noire et la Méditerranée ; sinon, nous sommes embouteillés et notre relèvement économique devient impossible.

Nous demandons que les flottes de guerre ne puissent pas pénétrer dans la mer Noire. La liberté des Détroits, si elle est assurée aussi bien aux navires de guerre qu'aux navires de commerce, n'est pas une véritable liberté. C'est, au contraire, la libre disposition des Détroits pour la puissance navale la plus forte. Nous préférons de beaucoup voir les Détroits contrôlés par les puissances riveraines que par la flotte britannique.

Que les Anglais décorent du nom de liberté le régime qui leur assurera la maîtrise des Détroits, je le comprends très bien. Mais que la France, liée à la Turquie par une sympathie que même le sanglant épisode de la guerre n'a pas pu détruire, soutienne ce genre de liberté, que la France, qui voit sur le canal de Suez et ailleurs ce que c'est que la liberté britannique ait envie de livrer à l'Angleterre un autre grand carrefour maritime, voilà ce que je ne saurais comprendre.

La France a, me semble-t-il, un intérêt commun avec le nôtre : c'est que les Détroits soient vraiment libres, ce qui signifie aux mains de la Turquie.

En tout cas, nous discuterons et, dans cette discussion, tout ce que nous souhaitons, c'est que chacun soit obligé de dire le fond de sa pensée.

Jules Sauerwein.

Déclarations de Rakowsky

Source: «Le Radical», 28 novembre 1922, p. 1.

Le chef actuel de la délégation russe, Rakowsky, a reçu, cet après-midi, à 17 heures, les journalistes présents à Lausanne, auxquels, après avoir donné lecture de la note russe, il a déclaré notamment :

« Le but de cette conférence étant d'établir une paix stable en Orient, on ne peut ignorer le facteur important qu'est la Russie. Qu'il soit question de l'Égypte, de la mer Égée, ou encore de la démilitarisation d'une zone neutre, problèmes qui ont déjà été envisagés, la Russie, l'Ukraine et la Géorgie ont des intérêts vitaux à défendre.

La délégation russe a en vue la défense des intérêts de toutes les républiques soviétiques. Or, ces intérêts, depuis la révolution, sont conformes à ceux de la Turquie, le gouvernement des soviets ayant renoncé à toute conquête. La question des frontières entre les deux pays, notamment, a été parfaitement réglée et il n'existe plus aucune divergence d'intérêts entre Moscou et Angora.

Pour résoudre le problème des Détroits, il faut considérer trois facteurs principaux : la liberté du commerce, la sauvegarde de la Turquie et des États riverains, les intérêts de la Russie, de la Géorgie et de l'Ukraine.

La Turquie ne veut pas d'une liberté apparente qui permettrait à telle ou telle puissance militaire une domination effective sur les Détroits.

En ce qui concerne les capitulations, la Russie part du principe que la Turquie est un État souverain ; elle doit donc avoir toute liberté pour ce qui touche à ses institutions. Les régimes spéciaux ne répondent plus à l'esprit des temps modernes. D'ailleurs, la Russie a déjà renoncé, pour elle-même, aux capitulations. Nous demandons en somme qu'on applique vis-à-vis de nous ce que les autres États réclament pour eux-mêmes. »

La Conférence de Lausanne

Source: «Excelsior», 28 novembre 1922, p. 5.

Lausanne, 27 novembre, – M. Rakowsky a convoqué les journalistes cet après-midi.

Il leur a annoncé que dans la matinée même il avait adressé au président de la conférence une note demandant que la délégation russe soit admise sur un pied de parfaite égalité à discuter et à négocier toutes les questions intéressant la Russie. Vouloir bâtir la paix en Orient en dehors de la Russie, c'est aller à un échec certain. « *C'est, a dit M. Rakowsky, l'avis même d'un des chefs des gouvernements alliés ; je veux parler de M. Mussolini, qui a déclaré en substance que les décisions qui seraient prises sans tenir compte des intérêts immenses de la Russie, risqueraient de rester lettre morte.* »

M. Rakowsky, estime que la déclaration de M. Child est un argument de plus pour sa thèse. Il ajoute que la délégation russe a reçu pleins pouvoirs, non seulement pour discuter, mais pour signer.

Puis, avec une habileté de prestidigitateur, il ramasse toutes les questions qu'on lui pose et répond aux unes, escamotant les autres.

Il ne donne aucune précision sur la détermination que prendra la délégation russe pour le cas vraisemblable où on refuserait de faire droit à sa demande.

— La Russie militariste ? dit-il plus loin. Mais qu'on se souvienne qu'à Gênes la Russie avait sous les armes 1,600,000 hommes, et qu'aujourd'hui elle n'en a plus que la moitié à peine !

Il a déclaré ensuite que, sans être redevenues normales, les relations entre la Russie et la Roumanie sont devenues meilleures.

— C'est un bon signe, dit-il, que la Roumanie ait chargé la Pologne de la représenter à la conférence du désarmement qui s'ouvrira à Moscou le 30 novembre.

« *Enfin, dit M. Rakowsky, nous estimons que la Turquie, nation souveraine, ne peut plus accepter l'humiliant régime des capitulations. Nous y renonçons en ce qui nous concerne et, d'autre part,, nous avons fait remise à la Turquie de sa dette de guerre.* »